



## COMPTE-RENDU DE LA CINQUIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE DE L'AGENCE INTERNATIONALE POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES: 17-18 JANVIER 2015

La cinquième session de l'Assemblée de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) s'est déroulée les 17 et 18 janvier 2015 à Abu Dhabi, aux Émirats Arabes Unis (EAU), avec plus d'un millier de participants. Quelques-unes des questions clés abordées étaient: la présentation du rapport annuel du Directeur général; les questions institutionnelles; et la connexion énergies renouvelables et changements climatiques. Des tables rondes ministérielles ont abordé la transformation du secteur de l'énergie et la sécurité énergétique, et des discussions programmatiques se sont tenues sur les coûts de la génération d'énergie renouvelable et le déploiement hors réseau des énergies renouvelables. L'Assemblée a reconduit Adnan Amin en tant que Directeur général de l'IRENA pour un second mandat de quatre ans.

Dimanche, le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement (ADFD) et le Fonds de projets IRENA/ADFD ont annoncé la fourniture de 57 millions USD en prêts à des conditions favorables pour cinq projets d'énergies renouvelables en Argentine, à Cuba, en Iran, en Mauritanie et à Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

Plus d'une douzaine d'événements parallèles et pré-Assemblée ont eu lieu du 16 au 18 janvier, et ont couvert plusieurs thèmes, notamment les défis et opportunités en Amérique latine, les impacts environnementaux des technologies d'énergie renouvelable, et l'énergie renouvelable produite en mer.

Le présent rapport résume les discussions et les résultats de la cinquième session de l'Assemblée de l'IRENA, notamment: les deux tables rondes ministérielles; les discussions programmatiques sur les coûts de la génération d'énergie renouvelable et le déploiement hors réseaux des énergies renouvelables; et les discussions stratégiques sur la connexion entre énergies renouvelables et changements climatiques. Il comprend également des synthèses d'événements pré-Assemblée choisis.

## BREF HISTORIQUE DE L'IRENA

Les statuts établissant l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) ont été adoptés le 26 janvier 2009 et sont entrés en vigueur le 8 juillet 2010. L'IRENA a été créée pour promouvoir l'adoption généralisée et accrue de toutes

### DANS CE NUMÉRO

Bref historique de l'IRENA .....	1
Compte-rendu de la session d'Assemblée .....	2
Organisation des travaux .....	2
Rapport annuel du Directeur General .....	3
Nomination du Directeur Général .....	4
Discussion programmatique: Les coûts de production des énergies renouvelables .....	4
Questions institutionnelles .....	4
Discussion programmatique: Déploiement hors-réseau des énergies renouvelables .....	5
Discussion stratégique: Énergies renouvelables et changements climatiques .....	6
Présentation programmatique: Plateforme ressource pour les savoirs relatifs aux énergies renouvelables ..	6
Rapport du président du conseil .....	7
Discussion stratégique: Financement de l'Agence: Une stratégie pour l'avenir .....	7
Fonds de projet IRENA/ADFD .....	7
Tables rondes ministérielles .....	7
Compte-rendu des tables rondes ministérielles .....	9
Arrangements pour la sixième session de l'Assemblée ..	9
Conclusions et clôture .....	9
Événements pré-Assemblée choisis .....	9
Énergies renouvelables en Amérique latine: Défis et opportunités .....	9
Énergies renouvelables produites en mer .....	10
Impacts environnementaux des technologies d'énergie renouvelable .....	11
Réunions à venir .....	12
Glossaire .....	13

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Asheline Appleton, LL.M., Johannes Gnann, Chad Monfreda, et Dorothy Nyingi, Ph.D. Édition numérique: Sean Wu. Version française: Alexandra Lefevre - Correctrice: Sandra Gagnon, Ph.D. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT), le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette session a été fourni par le Royaume d'Arabie saoudite et de la Commission européenne (DG-CLIMAT). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.

<http://enb.iisd.mobi/>

les formes d'énergies renouvelables, ainsi que leur utilisation durable. L'IRENA compte actuellement 139 États membres, y compris l'Union européenne (UE), et 35 pays en processus de le devenir.

**CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE:** La Conférence préparatoire pour la création de l'IRENA s'est tenue les 10 et 11 avril 2008, à Berlin, en Allemagne. Les délégués de 60 pays ont exprimé leur soutien à la création d'une agence internationale pour les énergies renouvelables, et ont débattu de questions telles que les objectifs, les activités, la structure organisationnelle et le financement de la nouvelle agence. Deux ateliers préparatoires sur l'IRENA ont suivi à Berlin, en Allemagne, le 30 juin et le 1<sup>er</sup> juillet 2008, et ont porté essentiellement sur son programme de travail, ses statuts et son financement.

**DERNIÈRE CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE:** Cette réunion a eu lieu les 23 et 24 octobre 2008, à Madrid, en Espagne. Les délégués ont conclu les discussions sur les statuts de l'IRENA et réglé les questions telles que le financement, les critères et les procédures de sélection du Directeur général par intérim, et le siège provisoire, ainsi que la conception de la phase initiale de l'IRENA.

**CONFÉRENCE FONDATRICE:** La Conférence fondatrice de l'IRENA s'est tenue le 26 janvier 2009 à Bonn, en Allemagne, où 75 pays ont signé les statuts de l'IRENA.

**PREPCOMS 1-5:** La Commission préparatoire de l'IRENA s'est réunie 5 fois entre janvier 2009 et avril 2011 après la conférence fondatrice. Au cours de ces réunions, les délégués ont discuté des étapes à venir pour l'IRENA, ont choisi la ville d'Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis (EAU), comme siège provisoire, et ont nommé Adnan Amin (Kenya) comme Directeur général par intérim. Les délégués ont également décidé que la ville de Bonn, en Allemagne, abriterait le Centre d'innovation et de technologie de l'IRENA, tandis que Vienne, en Autriche, serait le siège du bureau de liaison de l'IRENA pour la coopération avec d'autres organisations agissant dans le domaine des énergies renouvelables. Les délégués ont par ailleurs examiné des questions telles que le premier programme de travail, les règles financières, les statuts du personnel et le budget.

**PREMIÈRE SESSION DE L'ASSEMBLÉE:** La première session de l'Assemblée de l'IRENA a eu lieu les 4 et 5 avril 2011 à Abu Dhabi. L'Assemblée s'est penchée sur, entre autres: l'élection du Conseil; le programme de travail et le budget pour 2011; le règlement intérieur; les dispositions transitoires; les questions relatives au personnel et aux finances; et l'organisation de la deuxième session de l'Assemblée. L'Assemblée a aussi nommé Adnan Amin Directeur général, et comprenait un Segment de haut niveau auquel ont participé plus de 50 ministres.

**DEUXIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE:** La deuxième session de l'Assemblée de l'IRENA s'est tenue les 14 et 15 janvier 2012, à Abu Dhabi. Les délégués ont adopté des décisions sur, entre autres: le programme de travail et le budget pour 2012, le détachement du personnel, l'éthique et les conflits d'intérêts, et le Fonds d'Abu Dhabi pour le développement. Deux tables rondes ministérielles ont également été organisées sur le projet de stratégie à moyen terme de l'IRENA, et la coopération de l'IRENA avec le secteur privé.

**TROISIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE:** La troisième session de l'Assemblée de l'IRENA s'est déroulée les 13 et 14 janvier 2013 à Abu Dhabi. Les délégués ont adopté le budget et le plan de travail de l'Agence pour 2013, ainsi qu'une Stratégie à moyen terme. Tenant compte du caractère pluriannuel des activités de l'IRENA, les membres ont également approuvé une programmation et un cycle budgétaire biennaux. La troisième assemblée a également confirmé l'engagement de l'IRENA à agir conformément à l'initiative Énergie renouvelable pour tous (SE4ALL) du Secrétaire général des Nations Unies. Deux tables rondes ministérielles ont eu lieu sur « Le financement des énergies renouvelables en faveur du développement » et « Les coûts et avantages des énergies renouvelables ».

**QUATRIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE:** La quatrième session de l'Assemblée de l'IRENA s'est déroulée les 18 et 19 janvier 2014 à Abu Dhabi. Les principales questions abordées étaient: le programme de travail et le budget pour la période 2014-2015; la procédure de nomination du Directeur général; le rapport de l'IRENA sur l'emploi dans le secteur des énergies renouvelables; les évaluations de l'état de préparation aux énergies renouvelables (RRA); et le Fonds de projets IRENA/ADFD. Un accord a été conclu pour approuver le Communiqué de l'IRENA concernant le Corridor africain d'énergies propres. Une cérémonie de signature a eu lieu au cours de la session d'Assemblée, au cours de laquelle 23 nouveaux membres ont rejoint l'initiative Atlas mondial des énergies renouvelables. Un événement de haut niveau sur le soutien public aux énergies renouvelables et le lancement de la Coalition pour agir ont eu lieu, ainsi qu'un autre événement de haut niveau dédié au à l'évaluation du coût des énergies renouvelables et au lancement de l'Alliance pour le chiffrage des énergies renouvelables.

## COMPTE-RENDU DE LA SESSION D'ASSEMBLÉE

La cinquième session de l'Assemblée de l'IRENA s'est ouverte samedi 17 janvier. Le Président de la quatrième session, Pedro Joaquín Coldwell, Ministre adjoint de l'énergie, Mexique, a souhaité la bienvenue aux participants en soulignant le clair besoin d'une agence intergouvernementale qui se pose en élément rassembleur au niveau mondial sur les questions relatives aux énergies renouvelables. Il a évoqué la Réunion du groupe sur la stratégie exécutive pour les énergies renouvelables en Amérique latine, qui s'est déroulée le vendredi 16 janvier, en rapportant un large soutien à l'élaboration par l'IRENA d'un programme permettant d'engager les pays d'Amérique latine.

## ORGANISATION DES TRAVAUX

**ÉLECTION DU BUREAU:** L'Assemblée a élu Yoichi Miyazawa et Yasuhide Nakayama (Japon) Co-Présidents de la cinquième session. Vladimir Shkolnik (Kazakhstan), Davis Chirchir (Kenya), Mike Allen (Nouvelle-Zélande) et Guillermo Shinno (Pérou) ont été élus Vice-Présidents. L'Assemblée a élu le délégué de l'Italie comme Rapporteur.

Le Co-Président Miyazawa a noté que la participation à l'IRENA a augmenté en quatre ans, ce qui démontre les fortes attentes pour ce qui concerne les énergies renouvelables. Il a souligné que l'IRENA doit jouer un rôle central dans la promotion du plein potentiel des énergies renouvelables et a anticipé avec enthousiasme une discussion animée dans cette Assemblée.

Le Co-Président Nakayama a souligné que le Japon est le deuxième contributeur de l'IRENA et qu'il est déterminé à jouer un rôle de premier plan dans le déploiement des énergies renouvelables avec les 850 000 USD donnés en 2014. Il a souligné les soutiens fournis par plus de 50 pays en développement pour le déploiement des énergies renouvelables, ainsi que l'accent mis par son pays sur le développement des ressources humaines. Nakayama a indiqué que 1,5 milliard USD ont été promis au Fonds vert pour le climat (FVC), qui soutiendra également le déploiement des énergies renouvelables.

Adnan Amin, Directeur General de l'IRENA, a remercié le Mexique pour son efficace présidence durant la quatrième session et a félicité le Japon pour son élection en tant que Président de la cinquième Assemblée. Il a fait observer que la trajectoire des énergies renouvelables est en rapide évolution, et a noté une participation accrue à l'IRENA, qui compte désormais 139 membres et 35 États en cours d'accès.

**ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR:** L'Assemblée a adopté l'agenda (A/5/L.1).

**COMITÉ DES ACCRÉDITATIONS:** L'Assemblée a nommé les neuf membres suivants aux Comités des accréditations: l'Angola, le Cameroun, la République tchèque, le Danemark, les Fidji, le Japon, la Jordanie, la Sierra Leone et le Yémen.

**PARTICIPATION DES OBSERVATEURS:** L'Assemblée a décidé d'accorder le statut d'observateur aux demandeurs inscrits dans la liste (A/5/L.2) diffusée par le Secrétariat.

#### **RAPPORT ANNUEL DU DIRECTEUR GENERAL**

Le Directeur General de l'IRENA Amin a présenté le rapport sur la mise en œuvre du programme de travail et le budget pour l'exercice 2014-2015 (A/5/3), en soulignant que l'innovation, les nouveaux mécanismes financiers et les coûts drastiquement réduits indiquent que « les énergies renouvelables constituent en élément positivement perturbateur dans le système énergétique mondial ». Il a décrit plusieurs mesures prises par l'IRENA pour soutenir les gouvernements dans leurs transitions vers un avenir axé sur les énergies renouvelables en leur fournissant conseil et assistance, et en servant de plaque tournante de la coopération internationale. Il a cité l'Initiative des phares des petits États insulaires en développement (PEID) et le Corridor africain d'énergies propres comme exemples d'action régionale, et a signalé une série de publications thématiques, régionales et nationales, notamment le rapport Repenser l'énergie et la Feuille de route pour les énergies renouvelables REmap 2030.

**INTERVENTIONS DES PAYS:** De nombreux membres ont félicité l'IRENA pour son travail et les progrès accomplis en 2014, et ont mis en exergue des initiatives nationales d'énergies renouvelables.

Évoquant les apports d'une législation pionnière dans son pays, le délégué de l'Allemagne a signalé « un tournant historique vers les énergies renouvelables », en ajoutant que les baisses de prix ont aussi rendues compétitives les énergies renouvelables dans les pays en développement. Il a souligné le besoin de réinventer les systèmes d'alimentation électrique, d'agir sur la conception des marchés et de développer de nouveaux réseaux électriques.

Les EAU ont exprimé leur satisfaction vis-à-vis des travaux de l'IRENA en 2014 et ont appelé à diffuser les résultats des rapports et initiatives. Le délégué a estimé qu'en 2015, l'IRENA

devrait se centrer sur la compétitivité des énergies renouvelables en termes de coût et a noté qu'elle doit endosser un rôle clair pour rassembler les bailleurs de fonds du secteur. Il a par ailleurs indiqué que les EAU souhaitent focaliser les travaux sur les îles et les réseaux électriques.

Le délégué de l'Espagne a noté que 14,2% de l'énergie consommée dans son pays provient de sources renouvelables et a souligné la coordination avec l'IRENA et les pays d'Amérique latine sur les énergies renouvelables, ainsi que le besoin de renforcer les activités globales de l'IRENA.

Le délégué de la Turquie a déclaré que, en tant que titulaire de la Présidence du G20 pour 2015, son pays s'occupera de promouvoir les synergies entre le G20 et l'IRENA, en mettant l'accent sur la promotion de l'accès à l'énergie en Afrique sub-saharienne et en évaluant l'influence de la chute des prix du pétrole sur les investissements dans les énergies renouvelables.

Samoa a rappelé le document final de la troisième Conférence internationale des PEID, la Voie à suivre pour les Modalités d'action accélérée des PEID (SAMOA), qui promeut les énergies renouvelables en tant que composante vitale du développement durable, de l'atténuation des effets des changements climatiques et de la résilience des PEID. La Grenade a encouragé l'IRENA à élaborer des prospectus d'investissement pour chaque PEID et a souligné l'objectif de mobiliser 500 millions USD pour le développement des énergies propres dans le cadre de l'Initiative des phares des PEID. La Nouvelle-Zélande a souligné l'engagement des bailleurs de fonds avec les PEID, y compris à travers l'Initiative des phares de l'IRENA et le Sommet 2013 sur l'énergie dans le Pacifique. La Barbade a annoncé qu'elle a rejoint l'Initiative des phares et qu'elle vise 40% d'énergies renouvelables d'ici 2030.

Baron Waqa, Président de la République de Nauru, a annoncé que son pays vise à porter la proportion d'énergies renouvelables à plus de la moitié de son alimentation électrique d'ici 2020, grâce à un projet d'énergie solaire qui sera financé par les EAU.

Le délégué de l'Italie a noté les efforts de son pays pour renforcer la coopération entre l'Europe et l'Afrique à travers la Conférence sur l'énergie qui s'est tenue en octobre 2014 à Rome, en Italie, pour discuter des énergies renouvelables en Afrique subsaharienne.

Durant l'évaluation des ressources en énergie éolienne soutenue par l'IRENA, la Namibie a indiqué qu'elle a appris l'importance de la planification régionale à long terme pour attirer des investissements dans le secteur des énergies renouvelables, à l'opposé des coûteuses solutions de court terme.

L'Afrique du Sud a indiqué qu'elle vise l'accès universel à l'énergie d'ici 2025 et a invité les délégués à la Conférence internationale de l'Afrique du Sud sur les énergies renouvelables en octobre 2015.

Décidée à devenir une plaque tournante de l'énergie en Afrique orientale, l'Éthiopie a indiqué qu'elle n'est pas loin d'atteindre 100% d'utilisation d'énergies renouvelables dans la production d'électricité. Le Niger et l'Angola ont exprimé un intérêt pour une collaboration plus étroite avec l'IRENA.

Le Sultan Ahmed Al Jaber, Ministre d'État des EAU, a rapporté plusieurs étapes franchies par son gouvernement et l'IRENA, notamment le partenariat IRENA/ADFD qui fournit des prêts à conditions favorables pour des projets d'énergie

renouvelable dans les pays en développement. Les Fidji ont exprimé leur gratitude pour les fonds reçus de l'ADFD et, avec Tonga, a souligné les activités du Forum des îles du Pacifique.

La Norvège a fait observer que l'énergie hydroélectrique devrait être plus clairement classée comme renouvelable dans les rapports de l'IRENA. La Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (UNESCAP) a signalé des synergies avec les travaux de l'IRENA en Asie et dans le Pacifique et a mis en exergue le commerce régional d'électricité comme un moyen de parvenir à la parité des réseaux.

Israël a appelé l'IRENA à collaborer avec les Accords multilatéraux sur l'environnement pour prévenir la duplication d'efforts. Le Yémen a rapporté les incitations fiscales mises en place pour les produits associés aux énergies renouvelables. Le délégué du Bangladesh a évoqué que l'utilisation de systèmes solaires domestiques augmente dans son pays grâce aux investissements du secteur privé, et a proposé d'apporter un soutien plus important aux options rentables d'énergies renouvelables dans les pays en développement.

L'Assemblée a ensuite adopté le rapport annuel du Directeur général tel qu'il apparaît dans le document A/5/3.

#### **NOMINATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL**

Ramón Méndez, Président du Conseil de l'IRENA, a présenté ce point en signalant le rapport de la Septième réunion du Conseil (C/7/SR/1), dans lequel le Conseil a recommandé à l'unanimité la reconduction d'Adnan Amin pour un second mandat. Il a invité l'Assemblée à envisager cette recommandation.

Le Directeur général Amin a évoqué les quatre dernières années, au cours desquelles l'IRENA est devenue une organisation agile et inclusive, capable de répondre aux besoins des membres et de soutenir la transformation du secteur de l'énergie. Il a rapporté que des changements drastiques dans le secteur énergétique mondial ont façonné la progression des travaux de l'IRENA, en citant: le désastre nucléaire de Fukushima; la réduction des coûts des technologies d'énergie renouvelable; l'émergence de nouveaux marchés; et la reconnaissance progressive ainsi que la part croissante des énergies renouvelables dans le paquet énergétique mondial. Il a souligné que l'IRENA doit conduire la révolution énergétique, en capitalisant la demande générée par les changements climatiques de réduire la dépendance du secteur énergétique au carbone.

De nombreux membres ont exprimé leur soutien au Directeur général Amin, en saluant sa bonne intendance à la tête de l'IRENA. Le Directeur général Amin a ensuite été nommé pour un second mandat.

#### **DISCUSSION PROGRAMMATIQUE: LES COÛTS DE PRODUCTION DES ÉNERGIES RENOUVELABLES**

Henning Wuester, de l'IRENA, a présenté ce point (A/5/DN/1), en soulignant que les stratégies économiques à long terme seront les moteurs de la transition vers un avenir durable, ainsi que vers des politiques ayant un effet sur les prix de l'énergie. Il a souligné les défis, en notant que le coût du capital reste très élevé et que les risques perçus et les obstacles empêchent actuellement les investissements d'atteindre l'échelle souhaitée. Il a ajouté que les subventions pour les énergies fossiles sont estimées 5 fois supérieures à celles destinées aux énergies renouvelables. Il a noté que, même si les prix du pétrole ont baissé de moitié dans les derniers mois, seulement 5% de

la production d'électricité est alimentée au pétrole, ce qui fait que la baisse des prix n'ait pas beaucoup d'impact, et a expliqué que les énergies renouvelables constituent un « lieu sûr » où les tendances des prix sont connues à l'avance.

Michael Taylor, de l'IRENA, a présenté une analyse des coûts des énergies renouvelables en signalant que les très dynamiques marchés solaire et éolien connaissent un déploiement rapide. Il a indiqué que l'Alliance de l'IRENA sur les coûts des énergies renouvelables établie en 2014 monte en puissance et que les énergies renouvelables concurrencent les énergies fossiles d'égal à égal en matière de coûts, hors influence des subventions. Il a précisé que les prix du photovoltaïque (PV) ont considérablement baissé en quatre ans et que l'énergie éolienne, terrestre s'avère hautement compétitive en termes de coûts de production énergétique.

L'Italie a noté que certaines technologies de production d'énergies renouvelables permettent aux pays d'atteindre des objectifs politiques de sécurisation et de fiabilité de l'approvisionnement en énergie, et qu'il est nécessaire de conduire une analyse dynamique des coûts des énergies renouvelables pour déterminer le niveau approprié de soutien. Le délégué a affirmé que l'absence de données aisément accessibles peut constituer une barrière significative dans le déploiement des énergies renouvelables et qu'il est indispensable d'acquérir une connaissance approfondie des coûts pour contribuer au développement des politiques stratégiques sur le long terme.

Le délégué de l'Uruguay a fait observer que la perception des risques par les observateurs est un facteur important et a signalé que son pays a pris des mesures pour réduire le risque perçu. Il a indiqué qu'un accord a été conclu sur une politique énergétique et sur des accords d'achat d'électricité sur le long terme avec l'entreprise publique qui détient le monopole de la transmission et de la distribution.

Soulignant que les coûts des énergies renouvelables sont au cœur de la compétitivité, la Chine a mis en exergue comme facteurs importants les coûts opérationnels, les coûts de connexion aux réseaux et les capacités de production d'énergie électrique à partir de sources renouvelables.

#### **QUESTIONS INSTITUTIONNELLES**

**RAPPORT DU COMITÉ DES ACCRÉDITATIONS:** Suite au rapport du Président du Comité, Iya Tijani, (Cameroun), l'Assemblée a pris note du rapport tel qu'il figurait dans le document A/5/4.

**ÉLECTION DU CONSEIL:** Le Président du Conseil Méndez a rapporté les consultations régionales de juin et novembre 2014. L'Assemblée a ensuite adopté la liste proposée de membres du Conseil pour 2015 et 2016, telle qu'elle figurait dans le document A/5/DC/L.1.

**RÈGLEMENT INTÉRIEUR POUR LES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL:** L'Assemblée a pris note du rapport du Secrétariat sur le règlement intérieur de l'Assemblée et du Conseil (A/5/5), et a adopté la décision A/5/DC/L.2 relative aux amendements au règlement intérieur.

**FONDS DE PRÉVOYANCE DU PERSONNEL:** L'Assemblée a pris note du Rapport annuel sur la gestion du Fonds et des Rapports financiers audités (A/5/6), ainsi que du Rapport du Conseil de gestion du Fonds de prévoyance relatif aux amendements à la Charte et au règlement administratif du Fonds de prévoyance du personnel de l'IRENA (A/5/7), et

adopté la décision A/5/DC/L.3. L'Assemblée a également pris note de version révisée de la Politique d'investissement du Fonds de prévoyance du personnel (A/5/8) et adopté la décision A/5/DC/L.4.

#### **RÈGLEMENT ET STATUT DU PERSONNEL:**

L'Assemblée a adopté la décision A/5/DC/L.5, prenant note du nouveau Règlement et statut du personnel amendé, ainsi que les propositions d'amendement de l'article 4.3(b) du Règlement du personnel, telles qu'elles figuraient dans le rapport du Directeur général (A/5/9).

**DÉTACHEMENT DU PERSONNEL:** L'Assemblée a pris note du Rapport du Directeur général sur le détachement du personnel et les questions connexes (A/5/10). L'Allemagne a invité les États membres à continuer de détacher du personnel au profit du Centre d'innovation technologique.

**RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS:** En adoptant la décision A/5/DC/L.6, l'Assemblée a approuvé les amendements apportés au règlement d'arbitrage, tels que proposés dans le document A/5/11, et a demandé au Directeur général de faire de nouveau rapport sur le mode de fonctionnement du système d'arbitrage à la septième session.

#### **RAPPORT DU CHARGÉ DES QUESTIONS ÉTHIQUES:**

L'Assemblée a pris note du rapport du chargé des questions éthiques sur la mise en œuvre de la politique relative aux questions d'ordre éthique et aux conflits d'intérêts, tel qu'il figurait dans le document A/5/12.

**RAPPORTS FINANCIERS AUDITÉS:** L'Assemblée a pris note avec satisfaction des rapports financiers audités pour l'exercice 2013 et des rapports des auditeurs externes (A/5/14), ainsi que du rapport du Secrétariat sur la mise en œuvre des recommandations de l'audit (A/5/13).

**CONTRIBUTIONS POUR 2015:** L'Assemblée a examiné le rapport du Directeur général sur l'ajustement des contributions pour 2015 en raison de la participation élargie à l'IRENA (A/5/15). L'Allemagne, avec le soutien des EAU, a appelé les États membres à reverser les remboursements correspondants comme contributions volontaires à l'IRENA. Le délégué des États-Unis a averti que son pays ne serait peut-être pas en mesure de s'acquitter de sa contribution à taux fixe augmentée pour l'IRENA, en rappelant que la contribution est déjà une exception à sa politique de croissance nominale zéro pour les organisations internationales. L'Assemblée a approuvé la proposition de l'Allemagne et adopté la décision A/5/DC/L.7.

#### **DISCUSSION PROGRAMMATIQUE: DÉPLOIEMENT HORS-RÉSEAU DES ÉNERGIES RENOUVELABLES**

Le Directeur général Amin a souligné le défi central que constitue la création d'un environnement permettant l'expansion et l'accélération du déploiement des énergies modernes, notamment leur déploiement hors réseau. Il a affirmé qu'il faudrait investir 25 milliards USD et non les quelque 9 milliards USD actuellement investis. Amin a appelé à quitter l'approche par projet et à adopter une approche de marché pour le déploiement, et à mettre des capitaux à disposition de projets d'accès à l'énergie à petite échelle.

Kandeh Yumkella, Directeur général et Représentant spécial de l'initiative SE4ALL auprès du Secrétaire général des Nations Unies, a fait observer que l'énergie est désormais centrale dans le programme de développement et qu'elle y figure à l'objectif 7 des Objectifs de développement durable (ODD) (assurer l'accès

pour tous à une énergie abordable, fiable, moderne et durable). Mettant l'accent sur la mise en œuvre, il a indiqué que les solutions hors réseau font le lien entre énergie et programme de développement social au niveau communautaire, en soulignant que le financement du capital de départ pour le développement de projets et pour renforcer la capacité d'entreprendre va s'avérer crucial.

Rabia Ferroukhi, de l'IRENA, a mis en lumière la plateforme de la Conférence internationale sur les énergies renouvelables hors réseau (IOREC), un forum global pour discuter des marches à suivre pour le déploiement des énergies renouvelables visant à identifier les obstacles et les moteurs clés du déploiement autonome et en mini-réseaux. Elle a évoqué les messages clés de l'IOREC 2014, notamment le besoin: de fournir du capital abordable; de faire participer le secteur privé; et d'envisager des tarifs d'achat pour les mini-réseaux.

Dolf Gielen, de l'IRENA, a abordé les aspects technologiques en lien avec l'économie, en soulignant les opportunités qui s'offrent aux énergies renouvelables dans les systèmes hors réseau, avec des équipements qui subissent un développement rapide et présentent des coûts décroissants. Il a souligné les défis, incluant: le caractère limité des données pour la planification; les craintes relatives à la stabilité des réseaux; et les caractéristiques de certains réseaux fonctionnant au diesel, qui présentent des possibilités limitées d'utilisation. Il a noté que la stabilisation et les solutions prêtes à l'emploi pourraient faciliter l'utilisation et a souligné le besoin d'avancer le financement.

Le Bangladesh a partagé son expérience tirée du programme de diffusion du PV, en signalant que 10% de la population en a bénéficié. Concernant les facteurs de succès, le délégué a cité: une structure de financement novatrice; un modèle visant l'appropriation; une conception rentable et techniquement standardisée; des services après-vente; et une expérience du micro-financement dans le pays.

La déléguée du Ghana a fait observer que dans son pays six millions de personnes vivent dans des communautés rurales éloignées et qu'il s'avère difficile et peu rentable de leur fournir de l'électricité par le biais du réseau national. Elle a mis en exergue un programme d'électrification hors réseau, qui a particulièrement bénéficié aux écoles et aux centres de santé éloignés.

L'Allemagne a souligné le soutien au développement, à l'installation et à l'utilisation de 250 mini-réseaux d'énergies renouvelables dans 17 pays. La déléguée a fait valoir que les activités de l'IRENA relatives aux systèmes hors-réseaux et mini-réseaux sont vitales pour soutenir les phases préparatoires et le développement de projets en garantissant un large engagement du secteur privé. Elle a indiqué que les Évaluations de l'état de préparation aux énergies renouvelables (RRA) de l'IRENA, conduites en collaboration avec les gouvernements nationaux, peuvent fournir une bonne plateforme pour établir des cadres politiques et renforcer la confiance des investisseurs privés.

Le Japon a noté que les projets hors réseau ne sont pas suffisamment larges pour attirer les investissements du secteur privé. Le délégué a approfondi sur la promotion du développement technologique afin d'étendre l'introduction des énergies renouvelables, y compris l'énergie éolienne en mer et la mise en place d'un Mécanisme de crédit conjoint pour diffuser les technologies à l'échelle globale.

La République de Corée a évoqué un programme hors réseau visant à fournir de l'énergie électrique à long terme à plus de 100 îles petites et moyennes tout autour de la péninsule coréenne.

L'Iran a noté que 99% de la population a accès à l'électricité, dont 10% provient de la production hors réseau. Les EAU ont appelé l'IRENA à se centrer sur les solutions hors réseau, à concevoir des projets spécifiques et à diffuser les meilleures pratiques. Le délégué du Pérou a fait observer que son pays a reçu une offre pour la fourniture de 500 000 systèmes PV autonomes pour les zones rurales et éloignées hors réseau.

L'Australie a souligné les investissements réalisés dans les énergies renouvelables dans des zones rurales éloignées à travers l'Initiative régionale australienne pour les énergies renouvelables, qui réduit le risque associé à l'investissement.

Le délégué d'Afrique du Sud a expliqué que son pays possède un taux d'électrification de 85% en réseau et que 10% des besoins non satisfaits visés toucheraient des zones rurales et urbaines informelles à travers des solutions hors réseau. Il a souligné des défis relatifs à la maintenance des équipements et à l'accès aux produits énergétiques performants, notamment dans les zones rurales.

Le Vice-Président Guillermo Shinno a conclu la session en réaffirmant que les systèmes hors réseau peuvent être compétitifs en comparaison avec les systèmes traditionnels, et que les gouvernements doivent trouver des solutions aux défis énergétiques.

### **DISCUSSION STRATÉGIQUE: ÉNERGIES RENOUVELABLES ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

Le Directeur général de l'IRENA Amin a salué la discussion stratégique en tant que première session substantielle consacrée aux changements climatiques dans le cadre d'une réunion de l'Assemblée de l'IRENA. Il a affirmé sa conviction que la baisse des coûts et l'urgence croissante du changement climatique ont rendu de plus en plus évident le fait que les énergies renouvelables vont jouer un rôle clé dans l'assainissement du secteur énergétique en matière d'émissions de carbone. Il a souligné l'engagement de l'IRENA envers le FVC, le Centre et réseau de technologie climatique et le Fonds d'investissement pour le climat, en ajoutant que son agence, bien qu'elle ne soit pas directement mêlée aux négociations de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), fournit des connaissances et des outils qui aident les pays à accélérer le déploiement des énergies renouvelables dans le cadre de leurs stratégies nationales.

Christiana Figueres, Secrétaire exécutive de la CCNUCC, a souligné que la transition vers les énergies renouvelables est en cours, qu'elle ne peut être stoppée et « qu'elle vole de ses propres ailes », en dehors des négociations climatiques. De plus, elle a estimé que les énergies renouvelables et la politique climatique existent dans un « cercle vertueux » mutuellement bénéfique et a encouragé les participants à assurer un accord puissant à Paris et à accorder une place prépondérante aux énergies renouvelables dans les Contributions prévues déterminées au niveau national de chaque pays. Figueres a ajouté que la chute des prix pétroliers représente une menace limitée pour l'investissement dans les énergies renouvelables et qu'elle a, en fait, généré un tournant décisif dans la

suppression des subventions aux énergies fossiles et des économies budgétaires directes pour l'investissement dans des infrastructures d'énergies renouvelables.

Rómulo Acurio Traverso, Représentant adjoint aux changements climatiques, Pérou, a souligné les réussites de la 20<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties (CdP 20) de la CCNUCC, qui s'est tenue à Lima, en ce qui concerne la capitalisation du FVC, l'engagement des parties prenantes avant et durant la conférence et les travaux en vue d'un accord juridiquement contraignant à travers l'Appel de Lima à l'action climatique. Il a invité tous les gouvernements et les parties prenantes à contribuer au Programme d'action Lima-Paris afin de maintenir l'élan.

Ségolène Royal, Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie de la France, a indiqué que la Présidence de la CdP 21 est un honneur, mais aussi une obligation de réussir. Elle a ajouté que son pays travaille sur l'adoption d'un nouveau modèle, visant à tripler la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité d'ici 2020.

Soulignant l'importance des énergies renouvelables pour libérer une économie croissante de la dépendance au carbone, le délégué de l'Allemagne a rapporté que près de la moitié de toutes les réductions d'émissions de gaz à effet de serre (GES) dans son pays peuvent être attribuées au déploiement supplémentaire d'énergies renouvelables.

Exposant les mesures prises par son entreprise, Steve Howard, Directeur de la durabilité chez IKEA, a fait observer que les prix actuellement bas du pétrole constituent une opportunité d'envoyer un signal fort pour des investissements dans les secteurs durables en introduisant un prix du carbone.

Les EAU ont affirmé que l'IRENA devrait participer à la mobilisation de fonds pour des actions relatives aux changements climatiques et, rejoints par la République de Corée et le Mali, ont appelé l'IRENA à améliorer l'accès des pays au FVC en formant un partenariat avec le Fonds pour financer des projets d'énergies renouvelables. Le Japon a réitéré son engagement à soutenir l'innovation technologique pour les énergies renouvelables, y compris l'énergie éolienne.

L'Iran a instamment prié l'IRENA de concevoir des mesures fortes dans le cadre du dialogue sur les changements climatiques pour promouvoir les énergies renouvelables et pour utiliser REmap dans la sensibilisation des décideurs politiques. Le Royaume-Uni a exhorté l'IRENA à analyser la rentabilité des énergies renouvelables du point de vue de la croissance verte et à soutenir des réunions d'experts à cet effet.

### **PRÉSENTATION PROGRAMMATIQUE: PLATEFORME RESSOURCE POUR LES SAVOIRS RELATIFS AUX ÉNERGIES RENOUVELABLES**

Le Secrétariat a présenté REsource, une plateforme ouverte qui rassemble les données de l'IRENA relatives aux statistiques, aux politiques et à d'autres aspects des énergies renouvelables dans un seul point d'accès en ligne. Le Secrétariat a démontré la façon dont les décideurs politiques et les investisseurs peuvent utiliser cet outil pour adapter des graphiques, des tableaux et des ensembles de données à leurs besoins spécifiques en termes de planification. Le Directeur général de l'IRENA Amin a observé que l'outil fournit des informations fiables et faciles d'accès dans le but de

supprimer les barrières techniques et procédurales qui freinent le déploiement des énergies renouvelables. La Norvège, l'Allemagne, la République de Corée et l'Inde ont salué l'outil, en soulignant la valeur d'une information transparente et de qualité. L'Inde a recommandé que les pays membres soient contactés afin de vérifier les données, en citant le besoin d'assurer la cohérence avec les chiffres publiés par d'autres sources. L'Assemblée a pris note de la présentation.

#### **RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL**

Le Président du Conseil de l'IRENA Méndez a rapporté les questions traitées par le Conseil depuis la quatrième session de l'Assemblée. Il a mis en exergue les questions programmatiques, institutionnelles et administratives, et a noté que les conclusions du Conseil éclaireront le programme de travail pour la période biennale 2016-2017 ainsi que l'examen de la stratégie à mi parcours. Il a résumé les principales remarques du Conseil, notamment le besoin: d'une rétro-alimentation de la part des membres pour assurer une certaine réactivité face aux besoins changeants; et de parvenir à un équilibre entre l'ambition et les ressources disponibles. L'Assemblée a pris note du Rapport du Président du Conseil.

#### **DISCUSSION STRATÉGIQUE: FINANCEMENT DE L'AGENCE: UNE STRATÉGIE POUR L'AVENIR**

Le Directeur général de l'IRENA Amin a présenté le rapport sur le financement (A/5/16), qui détaille les perspectives issues des consultations sur le futur rôle et les opportunités de financement de l'Agence. Il a souligné, entre autres: la priorité donnée aux changements climatiques, notamment à travers la fourniture de produits documentaires aux pays; les instruments d'atténuation des risques; et les cadres politiques pour faire analyser la rentabilité des énergies renouvelables dans le monde des affaires. Il a mis en exergue l'augmentation des contributions volontaires de la part des pays, en estimant que la diversification du financement à travers ces sources et d'autres encore est cruciale pour soutenir la portée et l'ambition grandissantes de l'Agence.

L'Allemagne et la France ont exhorté l'IRENA à diversifier les mécanismes de financement et à tirer profit du financement énergétique émergent. Le Japon, avec le soutien de la France et des EAU, a encouragé le Secrétariat de l'IRENA à coordonner ses activités avec les autres entités internationales chargées de l'énergie pour éviter tout double-emploi. Les EAU ont appelé l'IRENA à lancer de nouvelles initiatives incluant des États alignés sur les plans nationaux, et ont noté le besoin d'examiner sa stratégie sur cinq ans. Les États-Unis ont prié le Secrétariat de se centrer sur l'accès à l'énergie, le commerce et le financement dans le budget et le programme de travail pour 2016.

#### **FONDS DE PROJET IRENA/ADFD**

Le Directeur général de l'IRENA Amin a présenté le Rapport du Président du Comité consultatif sur le second cycle de projets (A/5/17), et a rapporté que le Comité a sélectionné huit projets pour le second cycle de financement de l'ADFD. Il a souligné que la sélection s'était faite sur la base de la reproductibilité, l'innovation, la capacité transformatrice et

la durabilité, et a indiqué que la distribution géographique, la diversité technologique et l'alignement sur les priorités gouvernementales ont également été pris en considération.

Amin a cité l'Égypte, la France, le Koweït, la Nouvelle-Zélande, la République de Corée, le Swaziland et Trinité-et-Tobago comme États siégeant pendant le troisième cycle de projet du Comité consultatif. Il a indiqué que l'Argentine, la Jordanie, la Mauritanie, le Pakistan et le Portugal siègeront comme remplaçants.

Dans une allocution vidéo, Ilona Antoniszyn-Klik, Ministre de l'économie de la Pologne, a rapporté que 80 pré-propositions avaient été reçues, dont 32 avaient ensuite été présélectionnées par le panel d'experts et 22 finalement sélectionnées par le Comité pour présentation de la proposition définitive. Des 19 présentées, elle a spécifié que les cinq projets suivants ont été choisis pour recevoir un financement: ceux de l'Argentine, de Cuba, de l'Iran, de la Mauritanie, et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

L'ADFD a rapporté que: le financement du second cycle à hauteur de 57 millions USD comprend un surplus de 7 millions USD restant du premier cycle; et que les bénéficiaires auront des taux d'intérêt réduits de 1-2% pour des prêts sur une période de 20 ans assortie d'une période de grâce de cinq ans.

Les pays bénéficiaires du second cycle de financement de l'ADFD ont exprimé leur gratitude et l'Assemblée a pris note du rapport du Fonds de projets IRENA/ADFD (A/5/17).

#### **TABLES RONDES MINISTÉRIELLES**

Dans l'après-midi de samedi et la matinée de dimanche, les discussions des tables rondes ministérielles se sont déroulées en parallèle de l'Assemblée, respectivement sur les thèmes « Transformation du secteur de l'énergie électrique » et « Le rôle des énergies renouvelables dans la sécurité énergétique ».

**TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE:** Cette table ronde s'est réunie samedi après-midi. Le Directeur général de l'IRENA Amin a noté que, même si la croissance rapide des technologies d'énergie renouvelable crée des opportunités pour l'approvisionnement en énergie des zones rurales, les décideurs politiques ont du mal à suivre le rythme accéléré des avancées technologiques. Les entreprises de services publics sont pressées d'assurer un approvisionnement constant et rentable en énergie, a-t-il ajouté. Il a souligné le besoin de modèles d'affaires novateurs, de politiques collectives pour des cibles énergétiques efficaces, et de solutions technologiques pour le stockage de l'énergie.

**Présentations en panel:** Rainer Baake, Secrétaire d'État aux affaires économiques et à l'énergie, Allemagne, a présidé les discussions. Zhang Liying, de l'entreprise publique d'électricité de la Chine, a évoqué le Programme réseaux intelligents qui permet de promouvoir les énergies propres. Elle a mis en exergue la mise en œuvre de la transmission d'ultra haut voltage AC à travers une nouvelle ligne d'élevateurs de tension standards et l'optimisation des solutions pour le stockage d'énergie dans le réseau électrique de Shanghai à travers un système de batteries sodium-soufre.

Boris Schucht, de 50Hertz, a partagé les enseignements tirés de l'intégration des énergies renouvelables au réseau existant, notamment: des cadres juridiques et procéduraux; le développement synchronisé des énergies renouvelables et du

réseau; l'accueil favorable de la part du public; et un design novateur des marchés pour stimuler l'investissement dans les infrastructures.

Dolf Gielen, de l'IRENA, a indiqué que, si les énergies solaire et éolienne peuvent être considérablement déployées avec très peu de modifications sur les réseaux de la plupart des pays, des changements majeurs vont être requis pour porter à plus de 30% la part des énergies renouvelables dans le mélange énergétique, comme l'ont programmé de nombreux pays d'ici 2030. Dans le but d'affronter ce défi, il a souligné le besoin de fixer de nouvelles cibles pour les énergies renouvelables, en plus d'une conception flexible et à long terme des réseaux, d'une intégration de « technologies intelligentes » et d'un stockage en batteries performant.

**Discussions ministérielles:** Le Modérateur Baake a invité les membres à débattre des questions technologiques, financières et politiques relatives à la transformation du secteur de l'énergie électrique.

La Commission européenne a évoqué le besoin d'accélérer massivement l'implémentation de compteurs intelligents pour pousser les consommateurs d'énergie à participer activement du système énergétique. La Lettonie a soutenu une coopération plus poussée et une meilleure gouvernance au niveau régional pour la planification des grandes infrastructures, en mettant en exergue le concept proposé d'« union énergétique ».

Concernant l'intégration des énergies renouvelables, l'Allemagne et la Suisse ont estimé que les pays en développement peuvent éviter les difficultés rencontrées par les pays développés en intégrant des réseaux intelligents pour permettre la souplesse et les synergies entre diverses sources d'énergie. Le Maroc et le Pérou ont préféré des systèmes de réseaux intégrés au niveau régional. L'Italie a appelé à davantage de recherche-développement sur les technologies de pointe, afin d'assurer l'efficacité et une accessibilité accrue, et Chypre a souligné le besoin d'incitations marchandes. La Fédération de Russie et le Sénégal ont souligné l'importance de la formation et du renforcement des capacités, et ont signalé la capacité de l'IRENA à renforcer l'échange d'expertise et d'expérience. L'Arménie a suggéré des plateformes éducatives et d'échanges étudiants pour accueillir de jeunes ingénieurs.

**LE RÔLE DES ÉNERGIES RENOUVELABLES DANS LA SÉCURITÉ ÉNERGÉTIQUE:** Cette table ronde s'est déroulée dimanche matin. Le Directeur général de l'IRENA Amin a estimé que les énergies renouvelables vont jouer un rôle de plus en plus important dans la réduction des risques associés aux prix et à la volatilité de l'approvisionnement en énergies fossiles, et à l'ensemble géographiquement limité des fournisseurs d'énergies fossiles. Il a rapporté les analyses coûts-avantages actuellement conduites par l'IRENA sur les énergies renouvelables et sur leur contribution à la sécurité énergétique.

**Présentations en panel:** Amos Hochstein, Envoyé spécial et coordinateur des Affaires énergétiques internationales, du Département d'État des États-Unis, a présidé la table ronde ministérielle. Il a noté que, pour atteindre la sécurité énergétique, il y a besoin de volonté politique, de bonne gouvernance et de cadres politiques et réglementaires qui encouragent les investissements du secteur privé dans le secteur de l'énergie.

Miguel Arias Cañete, Commissaire à l'action climatique et à l'énergie de l'UE, a fait observer que l'UE importe plus de la moitié de sa consommation en énergie et que les récents événements de la frontière Est de l'UE ont soulevé des inquiétudes concernant la continuité de l'approvisionnement et les prix des énergies. Il a exposé la Stratégie de sécurité énergétique, signée en juin 2014, visant à mettre en œuvre des stratégies de long terme pour la sécurité énergétique de la région.

Maria van der Hoeven, Directrice exécutive de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), a indiqué que les énergies renouvelables requièrent de nouvelles façons de penser la sécurité énergétique, et que ces façons nouvelles déplacent l'attention des risques géopolitiques vers de nouvelles craintes relatives aux aléas climatiques, à l'imprévisibilité, et à l'intégration des réseaux. Elle a estimé que, en même temps, les énergies renouvelables génèrent des avantages en diversifiant les sources d'énergie, en offrant un approvisionnement interne, et en améliorant la sécurité sur le long terme.

Brian Dames, de ESKOM, Afrique du Sud, a souligné le rôle que l'initiative SE4ALL peut jouer dans l'accès à l'énergie et l'atténuation des effets des changements climatiques en Afrique, où l'intégration régionale des systèmes électriques est cruciale pour assurer la sécurité, la compétitivité, la croissance économique et l'emploi qualifié. Il a mis en garde contre une sur-dépendance à une seule et unique source d'énergie et contre les solutions universelles, et a présenté des cas réussis d'Afrique du Sud, pays ayant attiré 14 milliards USD en investissements dans la nouvelle centrale de 4000 MW d'énergies renouvelables, en encourageant la compétitivité en termes de coûts dans le cadre de son Programme d'achat public aux producteurs indépendants d'électricité issue d'énergies renouvelables.

Concernant les politiques relatives aux énergies renouvelables dans un contexte de bas prix du pétrole, van der Hoeven a instamment appelé à supprimer les subventions aux énergies fossiles, à établir un prix du carbone et des cadres politiques sur le long terme, en ajoutant que « rien n'est plus volatil que les prix du pétrole ». L'intervenant Cañete a souligné le besoin de cibles énergétiques régionales, d'intégration régionale et de politiques énergétiques orientés vers les marchés.

**Discussions ministérielles:** Plusieurs participants ont décrit les stratégies nationales et régionales visant à assurer la sécurité énergétique. La Malaisie a fait remarquer que le Plan d'action pour la coopération énergétique 2010-2015 de l'Association des nations du Sud-Est asiatique vise à établir des stratégies et des actions pour assurer une sécurité énergétique renforcée et un développement durable de l'énergie.

La Lettonie a expliqué que l'UE travaille actuellement à promouvoir la sécurité énergétique par le maintien de la compétitivité du secteur et en tirant des enseignements, notamment en lien au subventionnement excessif du secteur de l'énergie et au manque d'investissements appropriés dans le domaine de la recherche-développement. La déléguée a annoncé la Conférence sur l'union énergétique des Ministres de l'énergie de l'UE qui se tiendra le 6 février à Riga, en Lettonie.

L'Égypte a appelé l'IRENA à soutenir l'harmonisation des politiques et des stratégies de marché régionales de façon à établir un libre commerce de l'énergie, et l'Italie a suggéré d'analyser les politiques orientées vers les marchés pour faciliter le développement des énergies renouvelables. Le



Koweït a encouragé l'IRENA à faciliter les connexions entre énergies renouvelables et marché du travail, tout en réduisant les coûts, en diversifiant les sources d'énergie et en attirant les investissements étrangers.

### **COMPTE-RENDU DES TABLES RONDES MINISTÉRIELLES**

Le Vice-Président de l'IRENA a présidé cette session. Concernant la table ronde ministérielle consacrée à la « Transformation du secteur de l'énergie électrique », Baake a noté, entre autres, le besoin de mettre à jour et d'élargir les réseaux, et le besoin de souplesse dans l'intégration des énergies renouvelables du point de vue de l'offre et de la demande. Il a mis en exergue les défis de l'innovation technologique, les capacités et le transfert, l'intégration du marché, le stockage de l'énergie et les aspects institutionnels, et les politiques nationales et régionales. Les membres ont instamment prié l'IRENA d'analyser les aspects juridiques, technologiques et de gestion de l'intégration des réseaux et de faciliter l'échange d'informations et de bonnes pratiques, a-t-il ajouté.

Concernant la table ronde ministérielle consacrée au « Rôle des énergies renouvelables dans la sécurité énergétique », Hochstein a noté: que malgré la baisse du coût des énergies renouvelables, le coût de leur intégration dans le réseau est considérable et requiert la coopération entre les secteurs privé et public; et que la sécurité énergétique est une inquiétude que partagent les producteurs et les consommateurs, qui requiert une coopération internationale en quête de solutions et d'innovations technologiques. Il a rapporté les demandes faites à l'IRENA de soutenir des actions visant à augmenter la part des énergies renouvelables dans le marché énergétique, de renforcer l'accès local et régional, de faciliter le dialogue et l'échange d'informations, et de développer les capacités humaines et techniques pour l'intégration des énergies renouvelables.

L'Assemblée a pris note des rapports des tables rondes ministérielles.

### **ARRANGEMENTS POUR LA SIXIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE**

L'Assemblée a désigné l'Égypte comme Président de la sixième session de l'Assemblée de l'IRENA, qui se tiendra les 16 et 17 janvier 2016 à Abu Dhabi. Le Bangladesh, Cuba, Maurice et la Suède ont été désignés Vice-Présidents.

### **CONCLUSIONS ET CLÔTURE**

Le Directeur général Amin a conclu qu'il y a des signes plus révélateurs que jamais du fait que, outre la volatilité des autres marchés énergétiques, les États membres de l'IRENA partagent une vision positive d'un avenir renouvelable. Le Vice-Président Chirchir a félicité les délégués pour leur sens aigu de l'appropriation et a estimé que l'échange d'expériences positives provenant de partout dans le monde est une excellente base pour la suite. Il a déclaré close la cinquième session de l'Assemblée de l'IRENA à 18h45.

### **ÉVÈNEMENTS PRÉ-ASSEMBLÉE CHOISIS**

Vendredi 16 janvier 2015, plusieurs événements ont eu lieu tout au long de la journée en préparation de l'Assemblée de l'IRENA. Quelques-uns de ces événements sont résumés ci-après.

### **ÉNERGIES RENOUVELABLES EN AMÉRIQUE LATINE: DÉFIS ET OPPORTUNITÉS**

**Réunion du groupe sur la stratégie exécutive pour les énergies renouvelables en Amérique latine:** Ramón Méndez, Ministre de l'industrie, de l'énergie et de l'extraction minière de l'Uruguay, a présidé cette réunion. Adnan Amin, Directeur général de l'IRENA, faisant rapport au sujet du potentiel de l'Amérique latine en matière d'énergies éolienne, solaire et géothermale, a affirmé que l'élargissement des investissements dans les énergies renouvelables requiert, entre autres: de développer une étude de rentabilité sur les technologies des énergies renouvelables; de créer des cadres administratifs et réglementaires propices pour promouvoir l'investissement; et de supprimer les contraintes existant en matière d'infrastructures. Il a souligné le travail de l'IRENA avec le Système d'intégration d'Amérique centrale (SICA) pour mettre en œuvre: son concept de Corridor d'énergies propres en Amérique centrale; des RRA; et une initiative d'Analyse du marché régional.

Gurbuz Gonul, de l'IRENA, a présenté les principaux éléments du Document de travail de l'IRENA sur les énergies renouvelables en Amérique latine, en notant que, si les énergies solaire et éolienne ont pris de l'avance dans les investissements d'énergies renouvelables, les immenses ressources géothermales sont encore largement sous-exploitées. Il a affirmé le soutien de l'IRENA pour affronter les défis de la transition vers les énergies renouvelables en évaluant les priorités centrales à aborder et en renforçant la collaboration au sein de la région.

Dans la discussion qui a suivi, l'Uruguay a rapporté une possible collaboration entre l'Amérique latine et la région des Caraïbes et l'IRENA. Le délégué a évoqué l'énergie géothermale et les aspects techniques de l'intégration d'énergies renouvelables variables comme défis nouveaux. Rappelant la cible de SE4ALL sur l'accès universel à l'énergie, l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) a estimé que même 10% de la population sans accès à l'énergie en 2030 serait un pourcentage trop élevé. La déléguée a averti que la chute des prix du pétrole et du gaz pourrait ralentir les investissements dans les énergies renouvelables.

Attirant l'attention sur les impacts environnementaux et sociaux de l'énergie hydroélectrique, le Costa Rica a appelé à garantir que les communautés affectées en tirent des avantages à toutes les étapes du cycle du projet. La déléguée a signalé les coûts d'intégrer davantage d'énergies renouvelables variables. Le Mexique a estimé qu'il est possible de réaliser des progrès à bas prix en harmonisant les standards partout dans la région.

Le Pérou a estimé que l'énergie solaire PV hors réseau pourrait augmenter l'accès à l'énergie dans les zones rurales de 70 à 96% en une décennie. Le délégué a souligné le rôle de l'IRENA dans le développement de méthodologies approuvées, dans la mise à disposition d'une plateforme de coordination et d'analyse, dans le renforcement des capacités et dans le financement des projets.

Le délégué du Panama a indiqué que la percée de l'énergie solaire dans son pays a démontré l'importance de la viabilité financière. Le délégué du Salvador a informé que son pays souhaite augmenter la part géothermale dans son mélange énergétique de 25 à 35% dans les trois prochaines années. Il a invité l'IRENA à soutenir le Programme régional de formation à l'énergie géothermale, récemment renouvelé avec une communauté plus large de bailleurs de fonds.

L'Association internationale de l'énergie géothermale (IGA) a attiré l'attention sur le Centre de développement géothermal d'Amérique latine, lancé lors de la CdP 20 à la CCNUCC avec 14 bailleurs de fonds, qui fournit des financements dans la région pour les études de surface, les forages exploratoires et les infrastructures. Le Mexique a rapporté le financement disponible de la Banque interaméricaine de développement pour des projets d'énergies renouvelables.

Le SICA a estimé que l'expansion des énergies renouvelables dans la région requiert le passage d'un modèle sous gestion étatique et régi par l'offre, à un modèle guidé par la demande et au service des besoins des usagers finaux. L'OLADE a rapporté les initiatives de l'Uruguay et de la Jamaïque pour remplacer les fourneaux à bois par des fourneaux à biogaz, et a instamment demandé à l'IRENA de promouvoir le partage d'expériences dans la région.

La Colombie a rapporté un projet binational conduit avec l'Équateur visant à stimuler l'utilisation d'énergie géothermale issue du volcan Chiles.

Le Président Méndez a synthétisé les discussions, en notant que les domaines suivants seraient examinés pour leur inclusion au programme de travail de l'IRENA pour l'Amérique latine: des enquêtes sur les sources d'énergies renouvelables; un soutien technique pour l'expansion des énergies renouvelables; une évaluation du caractère approprié des politiques; une évaluation des impacts sociaux de l'expansion des énergies renouvelables; des systèmes de stockage d'énergie et l'accès à l'énergie; la recherche-développement pour combler le manque de capacités humaines; l'harmonisation des standards et réglementations applicables aux énergies renouvelables; et le développement de l'énergie hydroélectrique et de la biomasse.

Le Directeur général Amin a indiqué que le Compte-rendu du Président serait inclus en tant que communiqué pour guider l'engagement de l'IRENA envers l'Amérique latine, et a annoncé des plans visant à réorganiser la troisième IOREC et l'Exposition Amérique latine en 2016.

**Aperçu du Rapport de REmap Mexique:** Roland Roesch, de l'IRENA, a présenté l'étude du Secrétariat sur l'innovation en matière d'énergies renouvelables en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il en a rapporté les recommandations, notamment: améliorer les liens avec d'autres domaines politiques ayant trait à l'innovation; promouvoir l'échange d'information entre chercheurs, décideurs politiques et acteurs du marché; récompenser la recherche-développement de base, notamment dans les universités; et donner de bonnes idées aux marchés à travers des partenariats public-privé et des offres publiques. À l'aide d'une étude de cas au Chili, il a illustré la façon dont l'IRENA peut aider à développer des cadres politiques adaptés au mode d'innovation spécifique à chaque pays.

Soulignant les défis qu'affrontent les PEID pour connecter leurs réseaux électriques avec d'autres pays, Cuba a suggéré que l'IRENA travaille avec les pays des Caraïbes sur les options de stockage et d'intégration des énergies renouvelables variables au sein des réseaux. L'Argentine a rapporté des projets éoliens, géothermaux et hydroélectriques en Patagonie, en mettant en exergue le projet hydroélectrique de Nahueve, à Los Carrizos. Le Forum international de l'énergie a noté que, malgré les progrès accomplis, l'amélioration de la planification régionale pour créer un marché intégré des énergies renouvelables reste un défi à relever.

Rappelant les conclusions de l'étude mondiale REmap 2030, le Directeur général Amin a indiqué qu'une cible à 30% d'énergies renouvelables d'ici 2030 n'est pas seulement techniquement faisable, mais aussi économiquement viable. Centré sur des pays qui représentent les trois quarts de la consommation globale d'énergie, il a décrit REmap comme complémentaire au travail de l'IRENA dans les pays en développement.

Dolf Gielen, de l'IRENA, a rapporté que le Mexique pourrait tripler la croissance de ses énergies renouvelables entre 2010 et 2030 si toutes les mesures du rapport REmap sont mises en œuvre. Il a indiqué que le paquet pourrait permettre de faire des économies tout en portant à 46% la part des énergies renouvelables dans la production d'électricité d'ici 2030, les énergies solaire et éolienne offrant les meilleures opportunités de croissance.

Leonardo Beltrán Rodríguez, Secrétaire adjoint à la planification et à la transition énergétique du Mexique, a présenté la récente réforme du marché énergétique dans son pays, conçue pour faciliter les investissements du secteur privé et pour porter la part des énergies renouvelables à 35% en 2024. Avec une croissance démographique de 1,5 million d'habitants par an et une urbanisation galopante, il a estimé qu'il est nécessaire de mettre en place à la fois des modèles centralisés et décentralisés. Beltrán Rodríguez a mis en exergue le potentiel du Mexique en matière d'énergies solaire, éolienne et géothermale, en soulignant que l'irradiation journalière moyenne au Mexique est deux fois supérieure à celle de l'Allemagne.

Dans les discussions qui ont suivi, les participants se sont interrogés sur les implications en termes de coût de la transition des énergies non renouvelables aux renouvelables, et sur les mécanismes pour assurer un approvisionnement stable vu la fiabilité limitée de l'énergie éolienne. Le Mexique a répondu qu'il assure l'approvisionnement en alternant l'énergie solaire durant la journée et l'éolienne pendant la nuit. Le délégué a ajouté que le Centre national de contrôle de l'énergie conduit des évaluations des besoins en matière d'expansion des infrastructures pour garantir que l'approvisionnement en énergie satisfait la demande. Concernant les prix, il a rapporté des baisses des coûts de 10% pour les usagers domestiques et de 16% pour les usagers industriels en 2014.

### **ÉNERGIES RENOUVELABLES PRODUITES EN MER**

Dolf Gielen, de l'IRENA, a ouvert la session. Ruud Kempener, de l'IRENA, a évoqué l'état et le panorama des technologies pour l'énergie marine, faisant observer que la plupart des technologies marines n'en sont qu'aux balbutiements. Il a noté que l'immense potentiel des océans reste inexploité et que les courants des marées et l'énergie des vagues sont les plus proches de leur commercialisation, cette dernière faisant l'objet de plus de brevets. Kempener a souligné les obstacles clés, notamment d'ordre technique, économique, environnemental, social et infrastructurel.

Nicolas Fichaux, de l'IRENA, a présenté l'Atlas mondial des énergies renouvelables, qui vise à combler le fossé entre pays ayant accès aux ensembles de données, à l'expertise et au soutien financier pour évaluer leur potentiel national au regard des énergies renouvelables, et ceux qui ne l'ont pas. Il a décrit l'Atlas comme une analyse globale de données spatiales à partir de données compilées par l'IRENA. Il a mis en exergue

des prospections dans l'énergie marine, en signalant des défis, dont la complexité de déterminer le potentiel économique et le besoin de réduire le risque et de fournir plus d'information aux investisseurs. Fichaux a souligné le besoin d'améliorer les données ressources pour passer à un déploiement à grande échelle.

Stéphane Tromilin, de l'Agence française de développement, a évoqué les énergies marémotrice et houlomotrice dans le contexte de l'élaboration d'une feuille de route pour le déploiement à grande échelle en Inde. Il a estimé que les coûts d'une évaluation rapide, lorsque des données sont disponibles, oscillent entre 50 000 et 200 000 EUR. Il a noté que, si l'énergie marémotrice est plus établie, l'énergie houlomotrice a beaucoup plus de potentiel et que plusieurs pays ont déjà lancé des programmes de recherche-développement, et adopté des mécanismes de financement pour ces technologies. La prochaine étape, a-t-il indiqué, serait une étude qui permettrait d'identifier des modèles financiers pour la promotion de ces technologies et d'octroyer des subventions à des projets pilotes, ainsi que des incitations financières pour des projets à petite échelle.

Martine Kubler Mamlouk, Représentante permanente adjointe de la France à l'IRENA, a parlé de promouvoir le développement des énergies marines en cartographiant les potentiels et les besoins. Elle a noté des efforts visant à collaborer avec les agences nationales afin de parachever et d'harmoniser des bases de données, en faisant observer qu'en Martinique, un exercice avait révélé les données disponibles et les lacunes. Mamlouk a fait remarquer que l'information fiable sur le potentiel en énergies renouvelables est essentielle pour les décideurs politiques et les investisseurs, et a identifié trois types d'information: les données générales; les données pré-diagnostic, qui prennent en compte tous les paramètres; et l'étude détaillée sur site.

### **IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX DES TECHNOLOGIES D'ÉNERGIE RENOUVELABLE**

Henning Wuester, de l'IRENA, a passé en revue les projets environnementaux de l'IRENA et les orientations futures proposées. Linus Mofor, de l'IRENA, a décrit la façon dont ce travail promeut l'adoption généralisée et l'utilisation durable des technologies d'énergie renouvelable en facilitant les actions conjointes et en offrant des outils de soutien aux décideurs politiques et aux investisseurs. Il a également souligné le besoin de combler les lacunes en matière de connaissances en établissant des faits et en délogeant des mythes concernant les énergies renouvelables.

Asiyah Al Ali, de l'IRENA, a présenté les résultats des rapports de l'IRENA sur: les impacts du déploiement des énergies solaire, éolienne et géothermale; l'analyse de la fin de vie des technologies PV; et l'impact environnemental des technologies d'énergie renouvelable sur les espèces migratoires.

Marietta Sander, Directrice exécutive de l'IGA, a passé en revue les aspects environnementaux, les défis et les solutions du développement de l'énergie géothermale. Elle a précisé que le caractère minime de l'utilisation du territoire, des contaminants et des émissions de GES font de l'énergie géothermale une source dont l'impact est relativement bénin comparée à d'autres technologies énergétiques. Elle a par ailleurs noté que, si le forage et la construction d'usines géothermales génèrent beaucoup de bruit, ces impacts et d'autres impacts sociaux

peuvent être atténués à travers des analyses extensives, le suivi, et la consultation avec les communautés locales, les fabricants et les gouvernements.

Steve Sawyer, Secrétaire général du Conseil mondial de l'énergie éolienne, a souligné que les usines d'énergie éolienne n'émettent pas de GES, de déchets ni de pollution, et qu'elles emploient des quantités négligeables d'eau pour leur fonctionnement. Il a ajouté que l'éolien génère très peu d'émissions du point de vue du cycle de vie, avec en moyenne un retour sur investissement après seulement 5,4 mois. Il a indiqué que, même s'il existe des exceptions au niveau local qui peuvent être traitées au cas par cas, la menace des turbines éoliennes pour les populations d'oiseaux et de chauve-souris est moindre en termes de magnitude que celles posées par les immeubles, les lignes électriques et les chats. Sawyer a précisé que les études n'ont révélé aucun impact sur la santé dû au bruit, aux infrasons et à d'autres facteurs, en ajoutant que ces études n'ont dévoilé qu'une corrélation entre les impacts sanitaires supposés et l'activisme anti-éolien.

Sven Teske, de Greenpeace International, a présenté les évaluations stratégiques d'impacts environnementaux conduites par Greenpeace pour explorer différents scénarios relatifs aux énergies renouvelables dans divers pays. Il a expliqué le processus par lequel ces évaluations inscrivent la transition vers les énergies renouvelables dans les contextes locaux et régionaux, en soulignant que le contexte est crucial pour bâtir l'acceptation sociale, réduire les impacts et prendre des décisions visant à promouvoir des technologies énergétiques respectueuses de l'environnement. Il a évoqué le soutien de Greenpeace à la production d'énergie électrique par des éoliennes en mer du Nord comme exemple, en affirmant que le bruit et les autres impacts des champs d'éoliennes sont infiniment moindres que ceux des plateformes pétrolières qu'ils ont vocation à remplacer.

Franco Sansone, de Enel Green Power, a décrit la façon dont sa compagnie intègre des solutions pour atténuer les impacts sociaux et environnementaux des activités géothermales en Italie et aux États-Unis. Il a expliqué que son organisation a conçu un système d'abattement qui réduit l'émission de mercure et de sulfure d'hydrogène de 80%, et maîtrisé des solutions architecturales permettant d'atténuer l'impact visuel de l'infrastructure géothermale sur le paysage. Sansone a ajouté que les usines hybrides solaire-géothermale, comme celle de Stillwater aux États-Unis, peuvent générer des économies et des avantages partagés novateurs en matière d'environnement.

Dans la discussion qui a suivi, modérée par Rabia Ferroukhi, de l'IRENA, Sawyer a admis le besoin de traiter les obstacles psychologiques et politiques, mais a souligné que les énergies renouvelables sont examinées à l'aune de standards beaucoup plus exigeants que les énergies fossiles. Teske a instamment plaidé pour des comparaisons équilibrées des technologies d'énergie renouvelable et celles des énergies traditionnelles, en signalant que les terrains accueillant des équipements d'énergie solaire ou éolienne peuvent être consacrés à l'agriculture et à d'autres usages de sols. Wuester a clos la session en invitant les parties prenantes à émettre leurs commentaires et points de vue pour contribuer à l'élaboration du programme de travail environnemental de l'IRENA, et en soulignant le besoin d'augmenter le niveau d'évaluation et de combattre les idées reçues qui entravent l'avancée des énergies renouvelables.

## RÉUNIONS À VENIR

### Semaine de formation aux énergies renouvelables

– **Première édition:** Cette formation vise à renforcer les capacités pour la prise de décisions réglementaires aux niveaux national et régional, et à soutenir la création d'environnements réglementaires propices au déploiement et à l'intégration des ressources de production d'électricité renouvelable. **dates:** 25-29 janvier 2015 **lieu:** Abu Dhabi, EAU **contact:** Secrétariat de l'IRENA **téléphone:** +971-2-4179000 **email:** info@irena.org **www:** <http://www.irena.org/>

### Session de formation à l'Atlas global – Amérique latine:

Cette session est réservée à des experts invités qui participent à la planification nationale du déploiement des énergies renouvelables, et vise à permettre aux décideurs politiques de mieux comprendre la valeur ajoutée de l'analyse géo-spatiale, notamment son utilisation dans le développement de politiques de soutien au déploiement des énergies solaire et éolienne. **date:** 2 février 2015 **lieu:** Lima, Pérou **contact:** Secrétariat de l'IRENA **téléphone:** +971-2-4179000 **email:** info@irena.org **www:** <http://www.irena.org/>

**Conférence sur l'union énergétique des Ministres de l'énergie de l'UE:** La présidence lettone, en collaboration avec le Commission européenne, organise cette manifestation pour encourager la discussion entre les ministres de l'énergie de l'UE, des représentants des institutions de l'UE et d'organisations internationales, les universités et d'autres décideurs politiques en matière d'énergie, concernant la nouvelle initiative de la CE pour la création d'une Union énergétique européenne, ses éléments clés et son concept. **date:** 6 février 2015 **contact:** Présidence lettone **lieu:** Riga, Lettonie **email:** energy.conference2015@em.gov.lv **www:** [www.eu2015.lv](http://www.eu2015.lv)

**RE-Invest Inde:** La première Réunion et exposition pour la promotion de l'investissement dans les énergies renouvelables en Inde offrira une plateforme pour permettre à la communauté mondiale des investisseurs de se mettre en rapport avec des parties prenantes en Inde. **dates:** 15-17 février 2015 **lieu:** New Delhi, Inde **contact:** Ministère des énergies nouvelles et renouvelables **téléphone:** +91-11-24365619 **email:** gkumar.mnre@nic.in **www:** <http://www.re-invest.in>

**ADP 2-8 de la CCNUCC:** La huitième réunion de la deuxième session du Groupe de travail spécial sur la Plateforme de Durban pour une action renforcée (ADP) aura lieu en février. **dates:** 8-13 février 2015 **lieu:** Genève, Suisse **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228 815-1000 **fax:** +49-228-815-1999 **email:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://unfccc.int>

**Mexico WindPower 2015:** La quatrième édition de la manifestation annuelle Mexico WindPower comprendra: des présentations de haut niveau sur le développement du potentiel éolien du Mexique; des discussions sur la technologie éolienne et les solutions qu'elle offre; et une exposition sur 5 000 m<sup>2</sup> de produits et de services de l'industrie éolienne. **dates:** 25-26 février 2015 **lieu:** Mexico, Mexique **contact:** Pat Hazan-Tessler **téléphone:** +1-301-493-5500 **email:** tessler@ejkrause.com **www:** <http://mexicowindpower.com.mx/>

**Séminaire sur les réseaux intelligents du Groupe de travail sur l'efficacité énergétique:** Les Partenariats énergétique et climatique des Amériques organisent ce séminaire pour offrir une formation et actualiser les connaissances relatives à l'intégration des ressources énergétiques disséminées au réseau électrique.

**dates:** 11-13 mars 2015 **lieu:** Santiago, Chili **contact:** Juan Cruz Monticelli **email:** jmonticelli@oas.org **www:** <http://ecpamericas.org/Events/?id=529>

**Exposition du Sud-Est de l'Europe sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables:** Cette exposition vise à promouvoir les dernières évolutions en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, ainsi qu'en matière de services connexes, et à encourager la mise en œuvre à grande échelle dans le Sud-Est de l'Europe. Parallèlement, le même hôte accueillera l'Exposition et la Conférence du Sud-Est de l'Europe sur les villes intelligentes. **dates:** 11-13 mars 2015 **lieu:** Sofia, Bulgarie **contact:** Zdravka Kazanlieva, Via Expo **téléphone:** +359-32-960011 **email:** office@viaexpo.com **www:** <http://viaexpo.com/en/pages/ee-re-exhibition>

**Forum sur l'avenir énergétique de l'Afrique:** Réuni sous le thème « Libérer le potentiel énergétique de l'Afrique », le forum abordera: la façon de satisfaire la demande énergétique des économies africaines et de combler les lacunes de l'accès à l'énergie; le mélange énergétique idéal pour l'avenir énergétique de l'Afrique; la façon de combler le fossé entre les infrastructures existantes et les investissements requis pour augmenter l'accessibilité de l'énergie; et l'état de préparation des gouvernements africains à faire preuve du leadership et de la gouvernance nécessaires pour provoquer une révolution énergétique en Afrique. **dates:** 18-19 mars 2015 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Rudinov Vincent **téléphone:** +971-4-3116300 **email:** rudinov.vincent@mci-group.com **www:** [www.africafutureenergyforum.org](http://www.africafutureenergyforum.org)

**Dialogue de Berlin sur la transition énergétique:** Cette conférence offrira une plateforme pour rencontrer les principaux décideurs du secteur de l'énergie, venus de partout dans le monde, pour stimuler le dialogue sur les expériences, les solutions éprouvées et les meilleures pratiques de par le monde. Les enseignements acquis par l'Energiewende allemand seront également présentés. Il y aura des sessions en panel sur les schémas d'incitation, le financement, le développement des réseaux, l'intégration des marchés et d'autres aspects spécifiques à la politique énergétique. **dates:** 26-27 mars 2015 **lieu:** Berlin, Allemagne **téléphone:** +49-30-88667400 **email:** info@energiewende2015.com **www:** [www.energiewende2015.com](http://www.energiewende2015.com)

**Transition énergétique dans les îles:** L'IRENA et le gouvernement français, avec le gouvernement régional de la Martinique, tiendront une réunion sur l'accélération de l'assimilation des énergies renouvelables dans les îles. La participation se fait sur invitation uniquement. **dates:** 8-9 avril 2015 **lieu:** Martinique, région d'outre-mer de la France **contact:** Secrétariat de l'IRENA **téléphone:** +971-2-417-9000 **email:** info@irena.org **www:** <http://www.irena.org>

**Forum mondial 2015 sur l'efficacité énergétique:** Le deuxième Forum mondial rassemblera des entrepreneurs et des décideurs politiques de l'efficacité énergétique de tous secteurs, disciplines et bords, pour: discuter des dernières technologies et informations, et développer des « bonnes pratiques », des politiques et des stratégies pour la mise en œuvre de stratégies d'efficacité énergétique; et pour intégrer des politiques et pratiques d'affaires efficaces dans les plans d'action de la nouvelle génération de l'efficacité énergétique. **dates:** 12-13 mai 2015 **lieu:** Washington DC, États-Unis **contact:** Becca Rohrer **téléphone:** +1-202-530-2206 **email:** brohrer@ase.org **www:** <http://eeglobalforum.org>

**Deuxième Forum SE4ALL des Nations Unies:** Le deuxième Forum annuel SE4ALL alimentera l'élan donné par la Décennie SE4ALL des Nations Unies (2014-2024) en juin 2014. L'initiative SE4ALL vise à assurer un accès universel à des services modernes d'énergie d'ici 2030, à doubler le niveau mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique et à doubler la part des énergies renouvelables dans le mélange énergétique global. **dates:** 17-21 mai 2015 **lieu:** New York, États-Unis **contact:** Bureau du Représentant spécial de l'Équipe de facilitation mondiale du Secrétaire général, SE4ALL **email:** forum@se4all.org **www:** <http://www.se4all.org/>

**Congrès mondial 2015 sur l'énergie hydroélectrique:** Accueilli par l'Association internationale de l'énergie hydroélectrique (IHA), le Congrès 2015 se centrera sur la discussion et le débat relatifs aux stratégies du secteur de l'énergie hydroélectrique pour les 35 prochaines années, et sur l'examen de la façon dont l'énergie hydroélectrique durable peut agir sur les changements climatiques, et la sécurité des ressources en énergie et en eau. **dates:** 19-21 mai 2015 **lieu:** Beijing, Chine **contact:** Bureau central de l'IHA **téléphone:** +44-20-8652-5290 **www:** <http://www.hydropower.org/congress>

**Conférence et exposition européenne sur la biomasse:** La 23<sup>e</sup> Conférence et exposition européenne sur la biomasse offrira l'occasion pour des professionnels travaillant avec toute la chaîne de valeur de la biomasse de présenter et de discuter des dernières évolutions de l'industrie. **dates:** 1-4 juin 2015 **lieu:** Vienne, Autriche **contact:** ETA-Florence Énergies renouvelables **téléphone:** +39 055 5002280 ext. 221 **email:** biomass.conference@etaflorence.it **www:** <http://www.eubce.com/>

**Neuvième réunion du Conseil de l'IRENA:** Les dates provisoires pour la réunion du Conseil de l'IRENA ont été annoncées par l'Assemblée de l'IRENA. **dates:** 10 ou 11 juin 2015 **lieu:** Abu Dhabi, EAU **contact:** Secrétariat de l'IRENA **téléphone:** +971-2-417-9000 **email:** info@irena.org **www:** <http://www.irena.org>

**42<sup>e</sup> Sessions des organes subsidiaires à la CCNUCC:** Les 42<sup>e</sup> sessions des organes subsidiaires à la CCNUCC et la neuvième réunion de la seconde session de l'APD sont programmées pour juin 2015. **dates:** 1-11 juin 2015 **lieu:** Bonn, Allemagne **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228 815- 1000 **fax:** +49-228-815-1999 **email:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://unfccc.int>

**Forum 2015 sur les énergies propres en Asie:** Le Forum sur les énergies propres en Asie (ACEF), organisé depuis 2006, cherche à fournir un espace pour le partage des meilleures pratiques en matière de politique, de technologie et de financement pour soutenir la sécurité énergétique et climatique de la région. Des manifestations préalables au Forum 2015 de l'ACEF comprennent l'IOREC et l'Atelier Quantum Leap in Wind. **dates:** 16-20 juin 2015 **lieu:** Manille, Philippines **contact:** Banque asiatique de développement **téléphone:** +63-2-632-4444 **www:** <http://asialeds.org/events/asia-clean-energy-forum-2015>

**Forum INTPOW des énergies renouvelables:** Comment les entreprises et les nations peuvent-elles changer et prospérer à la veille de la révolution énergétique ? Comment ces changements vont-ils impacter la Norvège et les industries norvégiennes des énergies renouvelables ? Ces thèmes et d'autres encore seront abordés en détail par des experts nationaux et internationaux sur les énergies renouvelables, le développement entrepreneurial, l'investissement et la gouvernance. **date:** 22 septembre 2015 **lieu:** Oslo, Norvège **contact:** Jon Dugstad **téléphone:** +47-95-72-85-80 **www:** <http://event.intpow.com>

**Conférence internationale 2015 sur les énergies renouvelables d'Afrique du Sud (SAIREC):** Cette conférence rassemblera des ministres, des décideurs, la société civile, des universités et le secteur privé pour discuter des expériences et stratégies pour accélérer le déploiement mondial des énergies renouvelables. La manifestation vise notamment à donner à l'industrie africaine des énergies renouvelables l'occasion de montrer ses travaux et d'obtenir des commentaires de la part des autres participants. **dates:** 4-7 octobre 2015 **lieu:** Afrique du Sud **contact:** Secrétariat de REN21 **email:** secretariat@ren21.net **www:** <http://ren21.net/>

**Conférence 2015 de l'IEA sur les bioénergies:** La Conférence internationale 2015 de l'Agence des bioénergies se focalisera sur les recherches récentes et les évolutions du marché de la bioénergie, notamment: les défis tout au long de la chaîne de valeur de la bioénergie; et les thèmes transversaux, comme la durabilité environnementale, les questions socio-économiques et le commerce. La Conférence comprendra une session spéciale dédiée aux évolutions et applications industrielles. **dates:** 26-29 octobre 2015 **lieu:** Berlin, Allemagne **contact:** Fachagentur Nachwachsende Rohstoffe e.V. (FNR) **téléphone:** +49-3843-6930-165 **email:** v.pelikan@fnr.de **www:** <http://ieabioenergy2015.org/>

**CdP 21 à la CCNUCC:** La 21<sup>e</sup> session de la CdP à la CCNUCC et les réunions connexes se dérouleront en 2015. **dates:** 30 novembre – 11 décembre 2015 **lieu:** Paris, France **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228 815-1000 **fax:** +49-228-815-1999 **email:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://unfccc.int>

**Sixième Session de l'Assemblée de l'IRENA:** La sixième session de l'Assemblée de l'IRENA examinera, entre autres, le programme de travail 2016-2017 de l'Agence et sa stratégie à moyen terme. **dates:** 16-17 janvier 2016 **lieu:** Abu Dhabi, EAU **contact:** Secrétariat de l'IRENA **téléphone:** +971-2-417-9000 **email:** info@irena.org **www:** <http://www.irena.org>

Pour plus d'information sur davantage de réunions, consultez <http://energy-1.iisd.org/>

## GLOSSAIRE

ADFD	Fonds d'Abu Dhabi pour le développement
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CdP	Conférence des Parties
EAU	Émirats arabes unis
FVC	Fonds vert pour le climat
GES	Gaz à effet de serre
IOREC	Conférence internationale sur les énergies renouvelables hors réseau
IRENA	Agence internationale pour les énergies renouvelables
PEID	Petits États insulaires en développement
PV	Photovoltaïque
RE	Énergies renouvelables (sigle anglais)
RRA	Évaluations de l'état de préparation aux énergies renouvelables
SE4ALL	Énergie durable pour tous (Sustainable Energy for All)